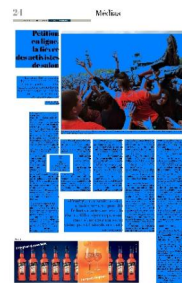


Date: 16.07.2016

LE TEMPS



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Le Temps / Sortir
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 36'802
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 24
Surface: 105'681 mm²

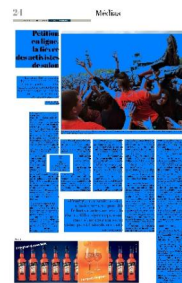


Requêtes sérieuses et plus farfelues se collisionnent sur certains sites. Comme celle qui réclame que les dates des examens en Suisse ne tombent pas pendant le Hellfest, le festival de metal. (JEAN-SÉBASTIEN EVRARD/AFP)

Pétition en ligne, la fièvre des activistes de salon

Les uns affirment qu'elle redonne le pouvoir au peuple, les autres qu'elle n'est qu'un gadget pour se donner bonne conscience. A quoi servent ces pétitions qui emballent tant les réseaux sociaux?

PAR JULIE RAMBAL
@julie_rambal



► Deux jours après la victoire du oui au Brexit, le 23 juin, une pétition réclamant l'organisation d'un nouveau référendum circulait déjà. Lancée par un citoyen sur le site du parlement britannique, elle comptait 4,11 millions de signataires deux semaines plus tard. Outre-Manche, le gouvernement propose à ses ressortissants de soumettre des requêtes populaires et s'engage, via son «comité des pétitions de la Chambre des communes», à débattre sur chaque texte paraphé plus de 100 000 fois. En janvier 2016, les 576 000 signatures de la pétition «Pour que Donald Trump soit interdit de séjour au Royaume-Uni» – en réponse au vœu du milliardaire d'interdire le sol américain aux musulmans – avait occasionné un débat de trois heures entre députés, avant que le gouvernement ne fasse savoir qu'il n'appliquerait pas l'interdiction, mais condamnait les propos de Mr Trump. La pétition pour un nouveau référendum a eu sa réponse, par écrit, le 9 juillet: «Il s'agissait d'un vote unique pour une génération [...] la décision doit être respectée», a décrété le gouvernement Cameron, sur le départ...

Signataires improbables

C'est la fin de l'espoir – très utopique – pour certains, mais aussi la fin d'une belle polémique. Car dès son lancement, le texte avait provoqué des remous.

En cause? L'origine des clics, trafiqués par des hackers du monde entier pour prouver que «toutes les pétitions en ligne sont une fraude», selon l'un des triblions sur le forum dédié au hacking «4 chan». Grâce à des

«bots», des logiciels robotisés, ces anars high-tech avaient créé des milliers de signataires aux iden-

tités aussi improbables que Kim Il-sung, le grand-père du dirigeant de la Corée du Nord. Même la députée Front national Marion Maréchal-Le Pen s'est vantée d'avoir pu signer le texte, sous le pseudonyme de Napoléon Bonaparte. Pas grave, les nouveaux activistes 2.0 sont déjà partis vers d'autres combats, constamment sollicités pour parapher leur indignation du moment sur des sites spécialisés tels qu'Avaaz, Mes opinions, We sign it ou, le chef de file, Change.org, qui s'annonce comme une

«plateforme pour le changement», forte de 155 millions de «personnes qui agissent», dans 196 pays. Sur l'écran d'accueil, on peut lire qu'une «pétition est victorieuse presque à chaque heure». N'importe qui peut y lancer sa requête, et garder l'anonymat, mais surtout confier les retombées de son texte sous la bannière «Victoire».

Parmi les derniers succès, «Mettez un terme à la cruelle fête du canard Kots Kaal Pato»: une célébration mexicaine régionale durant laquelle plusieurs animaux étaient battus à mort, jusqu'à ce que 755 447 indignés virtuels n'encouragent les associations de la cause animale à faire pression sur les autorités locales. Le fondateur de la plateforme, Ben Rattray, 36 ans, raconte sou-

vent que la discrimination subie par son petit frère homosexuel lui a donné envie d'offrir une voix à tous les citoyens du monde. Depuis sa création, en 2007, Change.org a reçu les dons de toutes les bonnes fées de la Silicon Valley: Bill Gates, les cofondateurs de Yahoo! et Twitter, celui de LinkedIn... Et la plateforme, qui s'affirme neutre – c'est-à-dire pouvant héberger deux pétitions aux

butts contraires – a de plus en plus de détracteurs qui lui reprochent de faire surtout le commerce des opinions politiques de ses membres, au point d'être surnommée «le Google de l'humanitaire».

Inventaire à la Prévert

Qu'importe, un million d'utilisateurs supplémentaires affluent chaque semaine et 40 000 nouvelles pétitions sont lancées par mois: contre les filets de dinde vendus dans les supermarchés, pour que la bière Bavaria 8.6 devienne végane, sans oublier un basique «Contre la guerre», qui suscite moins d'enthousiasme que le texte contre la réforme du travail français «Loi travail: non merci!» (1,3 million de signatures).

Sur ces réseaux protestataires, les pétitions sont classées par catégorie, façon grand magasin du mécontentement. Et malgré les initiatives populaires, les pétitions en ligne ont également la cote en Suisse. Le site Petitionenligne.ch, dont le slogan est «Chan-



A lire

«Pour en finir avec l'irresponsabilité», André Guigot, Ed. Desclée de Brouwer, 2016

geons le monde en partant du bas», propose ainsi, à la rubrique «Musique», un «Pour que les dates des examens ne tombent pas pendant le Hellfest!», et un «Tolérance des piercings et tatouages dans l'industrie du travail» à la section «Travail».

L'inventaire à la Prévert de ces pétitions sur la plupart des sites de grogne citoyenne, et la possibilité de ratifier compulsivement toutes sortes de textes en quelques clics, a donné un nouveau nom à cet engagement depuis son canapé: le «slacktivism», l'activisme des feignants. «Ces pétitions compensent un vide existentiel», affirme d'ailleurs le philosophe



André Guigot. «C'est un divertissement, un zapping au gré de l'actualité. Elles se présentent comme une responsabilité, mais tout ce qui compte, c'est le nombre. Or l'engagement véritable doit occasionner une quantité d'efforts, d'actes, de prise de risque. Si l'on signe depuis son canapé, on reste dans une vision publicitaire du combat.» En 2013, l'antenne suédoise de l'Unicef avait produit des spots télé montrant un homme réclamant de payer dans les commerces avec ses «likes». Afin de rappeler que «liker» sur Facebook ne permet pas d'acheter des vaccins contre la polio...

Outil démocratique

Mais d'autres défendent fortement ces réseaux, tel Sébastien Salerno, enseignant en sociologie de la communication à l'Université de Genève: «Beaucoup des pétitions 2.0 fonctionnent. Quand elles recueillent un nombre important de signatures, les médias en parlent et les politiques s'en saisissent. Pour les jeunes, ces plateformes deviennent des sites d'information et une socialisation à la politique. C'est un outil supplémentaire de la démocratie du XXI^e. » D'ailleurs même la Maison-Blanche a sa plateforme et répond à toute pétition dépassant 100 000 signatures. C'est ainsi que l'administration Obama a dû expliquer très officiellement pourquoi elle ne construirait jamais la même Etoile noire que celle de la saga *Star Wars*. Au moins, l'activiste en pantoufles n'est pas dénué d'humour. ■

«L'engagement véritable doit occasionner une quantité d'efforts, d'actes, de prise de risque. Si l'on signe depuis son canapé, on reste dans une vision publicitaire du combat»

ANDRÉ GUIGOT, PHILOSOPHE